



le planning familial 67

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2017

Mardi 29 mai 2018

Ordre du Jour

Approbation du procès verbal 2017

Rapport moral	page	5	
Rapport d'activité		page	13
Rapport financier		page	33
Élection des membres du Conseil d'Administration			

Rapport Moral

Nous voici réuni.e.s pour cette Assemblée Générale et je vous remercie au nom du Planning Familial d'être venu.e.s nous soutenir et nous témoigner l'intérêt que vous portez à ce que nous essayons d'accomplir. Cela montre aussi que le travail interassociatif et en partenariat crée des liens indispensables pour réfléchir et agir ensemble.

A la fin de l'année 2017 nous avons été frappées très durement par la mort de deux d'entre nous que nous aimions et dont nous espérons encore beaucoup. Francine Mayer était arrivée au bout de sa vie mais espérait pouvoir continuer, Oliv a choisi, lui, de mettre fin à la sienne.

Nous avons dû, et devons encore, surmonter collectivement ces pertes qui, individuellement, nous touchent profondément.

Cette année, nous pouvons à nouveau être fier.e.s de ce que nous avons accompli : le rapport d'activité en témoigne.

Travailler « beaucoup », réfléchir, transmettre, s'ouvrir aux autres, à toutes les personnes qui veulent nous rejoindre sans toujours savoir ce qu'est le Planning et ce qu'elles recherchent, tout cela prend beaucoup de temps et d'énergie. Il n'est pas facile d'accueillir en étant soi-même pris dans un tourbillon d'activités et de réflexions qu'on voudrait élargir et approfondir.

Mais le groupe Com'Action a trouvé ses marques et nous avons pu mettre également en place une formation suivie pour nos nouvelles militantes, accompagnée d'un livret d'accueil pour faciliter leur intégration.

Cependant si nos chiffres sont bons, nos salariées et certaines bénévoles sont épuisées. Elles ont dû faire face à l'absence de trois personnes : l'une partie au début de 2017 dont les tâches ont été réparties, et les deux autres à remplacer dans l'urgence, sans possibilité de réembauche immédiate pour des raisons d'insécurité financière.

Il est très difficile d'aller de l'avant, de prendre des initiatives, d'inventer de nouvelles formes d'intervention, quand nous ne savons pas encore à la fin du mois de mai sur quelles ressources nous pourrions compter pour l'année en cours.

On ne peut pas demander à des associations d'être des employeurs modèles et en même temps ne plus les financer à hauteur des besoins humains, nécessaires à l'action, mais aussi à la réflexion, car nous n'oublions pas que nous voulons toujours donner sens à ce que nous faisons.

Nos missions peuvent même être remises en cause par le fait que « faire du nouveau » est valorisé et dans l'air du temps. Nous voulons pouvoir travailler et montrer que nos thèmes « anciens » ne sont pas encore – et malheureusement – obsolètes.

Il n'y a qu'à écouter les personnes que nous rencontrons pour nous en convaincre : l'accès à la contraception pour les jeunes, l'accès à l'IVG, le droit à l'avortement, les problèmes de couple, d'orientation sexuelle, la lutte contre les IST, la lutte des LGBTI, la reconnaissance du droit à la vie affective et sexuelle des personnes handicapées, les discriminations de genre, de classe, de race, les violences sexistes, tout n'est pas déjà réglé et il n'y a que la persévérance à long terme qui porte ses fruits.

Il n'y aurait pas eu irruption mondiale du phénomène « #me too » si les féministes du monde entier ne travaillaient pas depuis de très longues années à la question des violences contre les femmes. Et si les femmes parlent par milliers, encore faut-il qu'il y ait des personnes pour les accueillir et les écouter : nous sommes là, nos partenaires aussi, mais trop peu de personnes sont actuellement formées pour cette tâche difficile.

Notre vision politique et éthique est une vision à long terme et la complexité des choses ne se réduit pas à des coups de pub médiatiques.

Toutes les personnes qui viennent nous voir sont « nouvelles » à chaque fois : cette année par exemple presque 1200 nouvelles jeunes femmes ont, comme tous les ans, poussé la porte de nos centres de planification pour la première fois.

Nous voulons remercier encore ici nos financeurs qui, malgré leurs contraintes budgétaires, nous font confiance et nous soutiennent. Certains ont compris que la logique comptable fait disparaître, c'est à dire rend invisible, la part de notre action qui n'est pas quantifiable : celle de la rencontre où, dans ces moments de reconnaissance réciproque, il advient un espoir, même dans les pires difficultés, moments qui vont s'inscrire de façon décisive dans l'avenir.

Notre société - et elle n'est pas la seule - semble se livrer à une guerre permanente contre le ou les risques et pour la sécurité. De fait, prendre des risques peut dégrader l'ordre social. Et en même temps nous sommes obligés de reconnaître que le risque zéro n'existe pas –injonction paradoxale. De plus le risque ou la prise de risque peut être également valorisé : entreprise, investissements, mobilité, changements, « la vie est un risque » !

Nous qui œuvrons à la réduction des risques sexuels ou autres, savons que ce concept ne va pas de soi, qu'il a été combattu, mais qu'il commence à porter ses fruits grâce à l'obstination de ceux qui ont résisté pour l'imposer.

La réduction des risques n'invente rien : elle porte un regard pragmatique, empirique et humaniste et ses outils sont l'expérience vécue dans le monde réel, sans volonté de soumettre les personnes à des thèmes ou des idéologies, elle s'oppose aux moralisateurs et aux ordonnateurs « sans imagination qui ont besoin que les autres mènent une vie régulière ».

(Boris Vian)

Elle s'oppose à l'autorité, la coercition, la menace pour faire peur, elle affirme que le risque fait partie de la vie. La réduction des risques est une démarche d'éducation populaire.

Et nous avons, nous aussi, pris des risques puisque nous venons de vivre, d'embaucher, de faire des projets sans aucune garantie financière !

Nous sommes un mouvement féministe d'éducation populaire qui travaille en réseau pour avoir une parole collective et travailler avec d'autres acteurs de transformation sociale afin de déconstruire les rapports de domination, construire l'égalité entre les sexes et les sexualités, promouvoir une approche globale de la santé

sexuelle « genre et santé sexuelle » et redire : « mon corps m'appartient », car c'est la base de nos mobilisations pour l'autonomie des femmes.

Le droit des femmes à disposer de leur corps n'est jamais acquis, il ne l'a jamais été dans de nombreux pays et est en régression dans d'autres, en particulier en Europe. C'est un droit « à part » jamais complètement légitime et plusieurs pays d'Europe font marche arrière : la Hongrie a même inscrit dans sa constitution « le droit à la vie dès la conception » !

Mais l'Irlande vient enfin de basculer massivement du bon côté du droit de choisir.

Et pourtant dans le monde une femme fait un avortement clandestin toutes les 9 secondes à ses risques et périls et en meurt toutes les 9 minutes.

Des millions de femmes n'ont pas d'accès ni à la contraception ni à l'avortement sécurisé. Le droit de disposer de son corps est donc bien un droit fondamental et c'est aux femmes de choisir.

Les groupes et lobbies « anti-avortement » et « anti droit des femmes à disposer de leur corps » sont puissants et de plus en plus influents en Europe. Ils sont riches, fondamentalistes religieux et ont une pensée totalitaire. Contre eux nous continuerons à revendiquer pour toutes les femmes le droit d'avorter sur le territoire, quel que soit le terme de leur grossesse et quelle que soit leur situation : femmes françaises, migrantes ou réfugiées, avec ou sans papiers. Ouvrons donc toujours pour déstigmatiser l'avortement et faire évoluer le regard social qui culpabilise encore trop souvent les femmes.

Nous y travaillons aussi au sein de l'Observatoire de l'IVG et le sujet de notre journée d'étude, cette année, était : « IVG et inégalités dans le monde ».

Le numéro vert national d'information et d'orientation en matière d'accès à la contraception et à l'IVG (0800 081111) dont les Planning 67 et 68 sont correspondants régionaux, est un outil pour faire reconnaître le droit de choisir. Il nous met en contact, plus que ne le faisait notre permanence téléphonique régionale, avec des personnes d'autres régions de France. Et les questionnements s'étendent à tous nos thèmes, en particulier les IST et les violences.

Tous les jeunes ne peuvent encore bénéficier facilement de l'information et de l'accès à la contraception sur l'ensemble de notre territoire. Si nous sommes très favorables au fait qu'une première contraception puisse être donnée le plus facilement possible et dans des lieux divers, notre volonté de recevoir, dans nos centres de planification, les jeunes en groupes d'information et d'échanges, s'avère plus que jamais justifiée. Dans ce cadre peuvent être abordés tous les thèmes autour de la santé physique et psychique des adolescents.

Il existe encore trop peu de lieux d'accueil pour les jeunes. Les centres de planification et les établissements d'information et de conseil conjugal et familial (EICCF) devraient donc rester au cœur des réseaux existants ou à construire.

Nombreux sont les jeunes qui font notre connaissance dans nos animations. Ces animations, toujours très demandées, nous n'avons pas voulu en réduire le nombre malgré la baisse des effectifs et le surcroît de travail ; elles restent au cœur de notre mission d'éducation populaire pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons pu reprendre notre vieux projet de travail avec des enfants d'âge primaire, projet qui va se développer dans les prochains temps.

Lutter contre les violences faites aux femmes peut sembler plus difficile en cette période de dévoilement où tout et son contraire peut se dire à tout moment et par toutes les voies médiatiques.

Si les violences sexistes sont de plus en plus reconnues et dénoncées en tant que telles, nous sentons déjà poindre le retour de bâton « backlash » qui suit toujours la moindre avancée des droits des femmes.

La lutte contre les violences faites aux femmes a été proclamée « grande cause nationale » mais la volonté manque pour mettre en place les moyens de sa prise en charge.

On ne peut pas dire qu'on veut lutter contre toutes les formes de violence en diminuant les financements aux associations concernées et en continuant à ne pas faire le lien entre tous les rapports de domination existants.

De cette grande cause nationale, beaucoup sont exclues :

- toutes celles qui n'ont pas parlé ou dont la parole n'a pas été entendue ni suivie d'effets.
- la plupart des femmes migrantes, réfugiées, qui, outre toutes les violences subies sur leur parcours, ne peuvent presque jamais faire reconnaître les violences et les viols qu'elles ont subis comme un motif de leur demande d'asile. Celles qui s'adressent à nous, nous ne pouvons la plupart du temps que les écouter, leur permettre de revenir nous voir « Madame il n'y a qu'à vous que je peux parler », leur dire les droits en France, droits auxquels elles n'ont pas (encore ?) droit.
- toutes les jeunes filles mineures de moins de 15 ans qui n'auront plus le droit d'avoir un rapport sexuel consenti avec une personne majeure mais qui, en même temps, ne pourront faire reconnaître qu'elles ont été violées puisque l'article 2 de la prochaine loi définit « l'atteinte sexuelle avec pénétration », au défi de toute logique et de la définition même du viol et de sa pénalisation comme crime.

Une fois de plus la confusion est là pour noyer le « poison » des violences.

Il nous faut redire ici que la meilleure sécurité pour les femmes reste le respect de leurs droits, tout le reste en découle.

La part d'autogestion qui caractérise notre fonctionnement devient très difficile à gérer. Certaines n'y discernent plus l'espace de liberté qu'elle devrait générer, mais y voient un « flou artistique » trop déstabilisant et finalement contraignant.

Nous avons donc à relever le défi de la mise en place d'une organisation qui vise à harmoniser les choses et non à les uniformiser, afin de respecter les différences et les marges de manœuvre de chacun(e) et de mettre en valeur leurs richesses respectives. Cette démarche d'éducation populaire qui ne peut être, par essence, dans le jugement mais repose sur la confiance réciproque, engendre souvent des difficultés dans le quotidien mais elle nous rappelle pourquoi nous militons et pourquoi cette liberté est essentielle.

Nous avons commencé une démarche avec un Dispositif Local d'Accompagnement qui devrait nous aider à faire le point sur nos dysfonctionnements, pour que toutes les militantes, anciennes et nouvelles, salariées et bénévoles, se sentent plus en phase avec notre organisation. Mais il n'est pas possible de travailler en collectif si chaque personne qui le compose ne se pose constamment la question : « Comment pourrais-je faire, moi, pour améliorer ce collectif et son organisation ? »

Nous avons parfois le vertige face à la diversité de nos thèmes et de nos champs d'action mais nous espérons que cela nous préserve de toute tentative de repli sur soi.

La transversalité de nos actions doit être mise en avant, non pas seulement pour que le Planning soit plus visible et mieux reconnu, mais parce que cette transversalité a un sens politique fort et qu'elle nous met en tant que féministes au cœur de bien des mouvements de la société.

Nous sommes solidaires avec toutes les femmes et tous les hommes qui se battent dans le monde pour faire valoir leurs droits face à ceux qui, dans cette période de régression du social, voire de montée des populismes, voudraient encore et toujours, sous couvert de modernisation et de nouvel ordre mondial, nous empêcher de progresser.

Nous ne pouvons qu'avoir une vision universaliste car « le monde » arrive aussi de plus en plus chez nous. C'est aussi pour cela qu'une de nos jeunes militantes représente à présent le Planning Familial national dans les institutions de l'IPPF (International Planned Parenthood Fédération).

« Nous sommes encore loin du sommet de la montagne » (Martin Luther King)

Mais

« Ils peuvent couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps » écrit sur les murs de Mai 68

Rapport d'activité

ACTIVITES DES CENTRES DE STRASBOURG ET BISCHEIM

PERMANENCE TELEPHONIQUE REGIONALE

Nombre d'appels		3957
Motifs d'appels (plusieurs motifs possibles par appel)	:	6055
Contraception		2197
IVG		1472
IST, SIDA		432
Violences		427
Autres questions		975

(Problèmes familiaux, psychologiques, sociaux juridiques, vie affective et sexuelle...)

Informations générales (partenaires, animations, stages...) 552

87% de femmes et 13% d'hommes ont téléphoné.

99% des personnes sont satisfaites de la réponse apportée lors de l'appel.

26,5% des appels viennent d'autres régions ou de l'étranger car nos horaires sont très larges (soirée, samedi matin) ; cet item est passé de 7 à 20% en 2016 et 26,25% en 2017 depuis que nous sommes correspondants du N° Vert National.

Il reste important, à partir d'une demande initiale, de faire émerger d'autres problématiques en cours et de pouvoir orienter les personnes vers le Planning ou d'autres structures.

Parfois les personnes ne peuvent se déplacer et il est alors possible, dans certaines situations, de mettre en place un suivi téléphonique.

La formation « généraliste » et l'expérience des écoutantes sont fondamentales.

CENTRES DE PLANIFICATION DE STRASBOURG ET BISCHEIM

Nombre de consultations médicales effectuées :

3284 personnes dont 1394 mineures, dont consultations en lien avec :

la contraception : 2238 personnes (924 mineures)

les IST : 543 personnes (250 mineur(e)s)

Sur ces 3284 personnes, 1124 ont eu un dossier médical ouvert pour la première fois

Nombre d'entretiens effectués par les conseillères :

5307 personnes dont 3486 mineur(e)s

Sur ces 5307 personnes, 1389 ont eu un premier contact avec le Centre de Planification

Centre de planification pour les assurées sociales :

27 consultations médicales pour adultes assurées sociales

27 entretiens par une conseillère animatrice

ACTIVITES HORS CENTRES DE PLANIFICATION

Permanences d'information et conseil

Entretiens d'information et de conseil sur la contraception,	2520
Entretiens IVG	715
Conseil Conjugal	284
Violences	365
Autres demandes (dont orientation vers d'autres structures)	146
Soit 4030 entretiens et 4615 personnes concernées	

Animations

	Interventions	Personnes
Primaires	5	180
Collèges	132	1783
Lycées généraux	43	655
Lycées professionnels	26	284
Foyers de jeunes, jeunes précaires	41	356
Etablissements spécialisés/adaptés	43	265
Enseignement supérieur, étudiants, professionnels de la santé et du social		

22 660

Associations et structures recevant des femmes en hébergement d'urgence et/ou en situation de précarité 16 114

Soit un total de 328 animations pour 4297 personnes entre 10 et 60 ans, dont 88% de moins de 20 ans et 12% de plus de 20 ans.

Les résultats des questionnaires remplis par le public à l'issue de nos animations scolaires sont très positifs : 95% des jeunes sont intéressés par nos interventions, 86% se déclarent mieux informés sur les moyens de contraception, 87% sur les violences et les lieux où en parler. La moitié d'entre eux se sentent plus à l'aise sur une ou plusieurs thématiques liées à la sexualité, 90% repartent en ayant trouvé réponse à toutes leurs questions du moment, ce qui est très important car cela leur permettra ainsi d'affiner d'autres questionnements futurs. Les 10% restants ont la possibilité de noter la thématique qu'ils auraient voulu approfondir. Ces thématiques sont très variées et concernent souvent des points que nous n'avons pas eu le temps d'aborder.

A la question « suite à l'animation je me sens plus à l'aise sur les sujets suivants » les jeunes ont la possibilité de donner une réponse libre.

Outre les sujets classiques (corps, contraception, sexualité, relations filles/garçons, coordonnées des lieux d'écoute que nous leur proposons) ils évoquent : les violences, le sexisme, les droits des femmes, la loi, l'accouchement, la 1ère fois, la pornographie, la prostitution, l'homosexualité , la transsexualité.... Ils évoquent également certaines pratiques sexuelles qui leur posent problème et sont rassurés de ne pas être seuls à se poser ces questions.

Cette année nous avons participé à nouveau au « Mois de l'Autre », organisé en mars dans les lycées en partenariat avec le Conseil Régional.

Groupes de paroles en CHRS

Nous travaillons en partenariat avec certains CHRS de Strasbourg.

Les groupes de paroles sont composés d'une dizaine de femmes et se réunissent en moyenne durant 5 séances.

La première séance est une prise de contact. L'animatrice définit la santé sexuelle, décrit le projet et interroge les personnes sur leurs attentes.

Le groupe crée un lien d'appartenance. C'est un lieu où l'on prend le temps pour soi, c'est un espace d'ouverture et de respect.

Certaines femmes se rencontrent pour la première fois dans ces groupes et elles parlent de leur intimité, leurs souffrances, leurs joies.

C'est aussi donner aux femmes les moyens de se reconnaître compétentes et d'acquérir de nouvelles capacités, c'est les encourager à mieux s'aimer et peut être à mieux vivre avec les autres.

Partager, transmettre, échanger pour mieux connaître son corps, parler de sexualité, de plaisir, renforcer ses connaissances des risques sexuels, les moyens de prévention, lutter pour une sexualité vécue sans coercition, discrimination ou violence, lutter contre l'oppression, tant de sujets de réflexion abordés durant ces groupes de parole.....

Groupe de paroles au quartier des mineurs de la Maison d'arrêt de Strasbourg

Débutée fin 2016, nous avons continué cette collaboration avec le service éducatif de la Maison d'arrêt de l'Elsau.

La mise en place de très petits groupes de 3 mineurs par séance de 45 minutes favorise la discussion et les échanges. Les thèmes traités sont les mêmes que ceux

des animations scolaires .L'enseignant est présent dans la pièce, c'est obligatoire mais il n'intervient jamais.

Ces groupes de paroles se déroulent au mieux grâce à l'accueil bienveillant des enseignants et de l'équipe de surveillance.

Groupe de paroles pour femmes victimes de viols ou viols par inceste

Les séances ont lieu tous les 15 jours avec un groupe de 8 à 10 personnes et deux animatrices. L'atelier d'écriture a continué une fois par mois avec une intervenante extérieure.

Les thèmes de ces ateliers d'écriture ont été choisis par les trois personnes qui animent le groupe. Les textes ont été publiés dans un recueil : « çà plus çà , elles ont écrit ». Le fait de créer, de produire ensemble, participe à la reconstruction des personnes.

Un des objectifs de ces groupes est de réduire l'isolement de ces femmes agressées sexuellement. C'est l'occasion pour elles de rencontrer d'autres femmes qui ont vécu les mêmes violences. Le groupe libère la parole et l'écriture trouve tout à fait sa place dans ces ateliers.

Le groupe de paroles est un outil de compréhension, de prise de recul par rapport au traumatisme de l'agression sexuelle. Ce travail de groupe est complémentaire d'une thérapie personnelle. Ces groupes ne sont pas une fin en soi mais ils doivent permettre de retrouver l'estime de soi, de se repositionner par rapport aux violences et d'avoir de nouvelles pistes, des projets d'avenir. Ils sont indispensables car ils permettent aux femmes de dénoncer les injustices et les violences qu'elles subissent dans l'espace privé ou public. Le groupe donne aussi du courage pour retrouver sa dignité et sa liberté d'être.

Nous avons également invité une avocate qui a pu répondre directement aux questions que se posent les participantes sur le dépôt de plainte et sur le déroulement d'un procès.

Nos interventions dans ces groupes ont aussi pour objectif d'amener les responsables politiques et gouvernementaux concernés à prendre des mesures pour prévenir et réprimer les délits et les crimes sexuels.

L'autre objectif est de réfléchir pour mettre un terme à la domination d'un sexe sur l'autre et de faire évoluer les rapports entre femmes et hommes vers plus d'égalité et de respect.

Garder des contacts associatifs ou personnels avec des anciennes de notre groupe de paroles, les soutenir lors de procès (en 2017 témoignage dans deux procès aux Assises), être invitées à leur mariage.....

Tout cela montre que nous sommes dans une démarche dynamique et non pas de victimisation des femmes, toutes ces femmes qui combattent pour leur vie future.

Handicap et alors ?

Les lois de 2002/2005 offrant de nouveaux droits aux personnes en situation de handicap ont provoqué de profonds bouleversements : la mise en application de ces orientations soulève de nombreuses questions, notamment dans le domaine de la vie affective et sexuelle.

C'est dans ce contexte que le Planning Familial intervient avec un programme : « Handicap et alors ? » pour des formations et des animations basées sur une approche globale de la personne, dans le respect de l'expérience et du vécu de chacun :

Formation de professionnels

Accueil et sensibilisation des parents

Séances d'éducation à la vie affective et sexuelle avec les personnes en situation de handicap

Création de groupes de paroles (5 à 8 personnes)

Accueil individuel pour les personnes ou leurs parents.

Le Planning Familial travaille à Strasbourg et à Bischheim avec différentes structures :
AAPEI (SIFAS) : après une formation des équipes, nous continuons à animer des séances préparées avec la psychologue, le directeur, le chef de service et d'autres membres de l'équipe.

Nous travaillons avec les jeunes en petits groupes : 3 à 4 séances + entretiens individuels.

IME le Roethig : après une formation des professionnels en 2016, nous avons instauré un véritable partenariat dans la durée avec cette structure qui accueille des enfants âgés de 6 à 14 ans (même si il y en a de plus en plus au-delà de 14 ans) souffrant d'une déficience mentale moyenne ou sévère. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un travail que l'équipe du Roethig porte depuis plusieurs années autour de la vie intime des jeunes accueillis et qui leur a permis de mobiliser un plus grand nombre de professionnels sur ces questions.

En 2017 nous avons rencontré 3 groupes d'enfants (âgés de 8 à 15 ans en situation de non mixité) sur 4 séances .Nous avons travaillé avec des photolangages, des poupons et des poupées pour faire vivre aux enfants des situations réelles par le biais du jeu et de la mise en scène .Nous sommes intervenues en binôme avec la présence de l'infirmière ou de la psychologue de l'IME. Cette expérience a été pour nous aussi intense que formatrice, vu le jeune âge du public qui nous a permis d'explorer d'autres outils et pratiques.

Le partenariat se poursuivra en 2018.

AAPEI (SAHJ) : entretiens individuels sur rendez-vous avec des jeunes adultes.

ADAPEI Strasbourg : entretiens individuels

Certaines personnes ont acquis une autonomie personnelle puisqu'elles s'adressent maintenant à nous sans passer par leur structure.

AUTRES ACTIVITÉS DE NOTRE ASSOCIATION DEPARTEMENTALE

EVENEMENTS

8 mars : Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

- Préparation et participation à la journée du 8 mars, salle de la Bourse, organisée par la Commission Egalité des genres de la Ville de Strasbourg : « 100 Ans de droits des femmes ».
- Micro trottoir et vidéo avec les passants sur les Droits des Femmes

25 Novembre : « Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes »

A l'occasion de la Journée Internationale de Lutte Contre les Violences faites aux Femmes l'équipe du Planning familial 67 a collaboré à l'élaboration et à la réalisation du colloque de la Commission Egalité des genres de la Ville de Strasbourg : « les violences faites aux femmes , comprendre et s'engager »

Portes ouvertes au Planning : Débat animé par Cristina Oddone, (chercheuse sur le genre et la violence masculine) : « Etudier les hommes pour prévenir la violence à l'égard des femmes » en partenariat avec l'association « Caffè Italia OFF »

Rentrée des associations

Parc de la Citadelle, 23 -24 Septembre 2017

Festigays

Stand annuel au village associatif : thématiques du Planning avec un accent mis sur le sexe féminin .Les militantes ont ainsi réalisé des clitoris en pâte Fimo dont les ventes à don libre ont remporté un franc succès.

Pelpass :

Stand de prévention en milieu festif centré sur les questions de consentement dans le cadre du festival « paye ton Noël » .Une animation à partir du « service de tasse à thé » a été inventée et testée à cette occasion.

VIDEO LES BEAUX JOURS

Le Planning Familial étant un lieu de paroles sur la sexualité et les relations amoureuses, nous avons pris contact avec Vidéo les beaux jours, à la Maison de l'Image pour organiser un cycle de projections-rencontres dénommé : « Désirs hors piste ».

Ensemble nous essayons de trouver des films ou des documentaires permettant d'aborder certains thèmes du Planning de manière originale, triste, joyeuse et même provocatrice.

Le film est suivi d'un débat avec la réalisatrice.

Nous avons invité :

Stina Werfels pour « Dina ou les névroses sexuelles de nos parents »

Veronika Minder pour « le bal des chattes sauvages »

Coline Grando pour « la place de l'homme »

Devant le succès grandissant de ces projections, l'aventure va continuer.

MARIAGES FORCÉS

A chaque situation, une nouvelle problématique nous fait réfléchir et travailler ensemble.

Le Réseau 67 continue à fonctionner et travaille en collaboration avec le Planning 68, l'association haut-rhinoise « D'une rive à l'autre » et le réseau national du Planning.

Nous continuons à sensibiliser sur cette problématique dans des groupes de femmes, des groupes de jeunes et dans nos animations scolaires.

BIBLIOTHEQUE-CENTRE DE DOCUMENTATION

Notre bibliothèque, ouverte à nos adhérents pour emprunt, comprend un large choix de livres de référence et de romans sur nos thèmes .Notre choix de BD féministes

s'accroît de semaine en semaine...Les livres pour enfants et adolescents sont répertoriés par thème dans un fichier (tout comme les livres documentaires, d'ailleurs): ils peuvent être empruntés "directement" et servent aussi aux conseillères pour préparer leurs animations scolaires...Enfin, la bibliothèque peut servir pour des recherches ou études d'un sujet précis. Et comme il faut faire de la place pour les nouveaux livres, il y a toujours sur une table des livres un peu anciens que le Planning offre à ses lecteurs et lectrices...

ACCUEIL DE STAGIAIRES

- 5 étudiantes en soins infirmiers
- 7 étudiantes sages-femmes
- 1 étudiant à l'École Nationale d'Administration
- 3 psychologues
- 1 étudiante à Sciences Po

REUNIONS EN INTERNE, EN REGION ET A LA CONFEDERATION NATIONALE DE NOTRE MOUVEMENT

- 1 Assemblée générale départementale
- 8 Conseils d'Administration
- 3 réunions départementales
- 1 réunion : « fonctionnement du centre de planification »
- 47 réunions d'équipe
- 7 réunions d'analyse de la pratique
- 2 réunions régionales, 1 AG régionale,
- 4 réunions du Conseil d'Administration confédéral
- Groupe de travail national « Handicap et sexualité »

- 5 regroupements nationaux ou régionaux des référentes « Genre et santé sexuelle »
- 2 regroupements nationaux « Handicap et alors »
- 2 regroupements « Jeunes militantes au Planning »
- Participation à la vie internationale du Planning : nomination d'une de nos jeunes militantes à la Commission Jeunes et dans les instances dirigeantes de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation)

FORMATIONS ORGANISÉES PAR NOTRE CONFÉDÉRATION

- Regroupement « Genre et santé sexuelle » 3 personnes, 3 jours, septembre 2017 à Sète.
- « Sexualité et handicap » 3 personnes, 3 jours, juillet 2017.
- « Les auteurs de violences : accueil et accompagnement des auteurs de violence conjugale, formation animée par Clément GUEVREMONT psychothérapeute québécois»
2 personnes, 3 jours, mars 2017
- « Recueil de données » 2 personnes, 2 fois 2 jours
- Plateforme téléphonique numéro vert national : 0 800 08 11 11
2 personnes, 2 jours.

FORMATIONS, PARTICIPATION À DES COLLOQUES

- Forum de Bioéthique de la Ville de Strasbourg, 5 personnes janvier février 2017
- « Les violences faites aux femmes, comprendre et s'engager », Colloque organisé par la Commission Egalité des genres de la Ville de Strasbourg, 12 personnes, novembre 2017

- « Les définitions, les mécanismes, le droit, la prise en charge des victimes de violences » en partenariat avec le CIDFF, et le Service Droits des Femmes et à l'Égalité, avec d'autres associations, 2 personnes, 4 jours, novembre 2017
- CFCV : « Recueillir la parole de femmes victimes de violences sexuelles » 1 personne, 2 journées
- Journée de l'Observatoire de l'IVG : « l'IVG, les inégalités dans le monde » 8 personnes, 1 journée
- Semaine de l'Égalité et de lutte contre les discriminations; Ville de Strasbourg. 5 personnes, octobre 2017
- Avant - première du film « Jusqu'à la garde » de Xavier Legrand avec SOS Femmes Solidarité, 2 personnes, décembre 2017
- Formation –action en éducation et promotion de la santé: IREPS 12 jours

FORMATIONS ORGANISEES PAR NOTRE ASSOCIATION DEPARTEMENTALE

- Handicap et alors ? : Rencontre avec des professionnels de l'AAPEI –Haguenau
- Handicap et alors : formation des professionnels de l'Institut Brukhof
- Portes ouvertes au Planning
- Formation des professionnels du Foyer Charles Frey : « La vie relationnelle, affective et sexuelle des enfants : réfléchir et accompagner »
- Soirées formation pour les nouvelles militantes : le Planning Familial, la contraception , l'avortement , les violences .

En partenariat :

- « Les définitions, les mécanismes, le droit, la prise en charge des victimes de violences » en partenariat avec le CIDFF, et le service Droits des femmes et à l'égalité, avec d'autres associations, 6 personnes, 1 journée, novembre 2017
- Journée de l'Observatoire de l'IVG Octobre 2017 : « IVG Les inégalités dans le monde »

6 personnes

- Préparation et participation au Colloque organisé par la Commission Egalité des genres de la Ville de Strasbourg « Les violences faites aux femmes, comprendre et s'engager »

2 personnes, novembre 2017

- « Force de filles » avec les CEMEA et OLF67 : Dans le cadre d'un club féministe proposé au sein du collège de Truchtersheim, une dizaine d'élèves ont pu bénéficier de temps de réflexion et d'analyse sur des thématiques féministes en 2016-2017 . Elles ont pu participer à un séjour de 3 jours dans les Vosges, temps fort durant lequel le Planning Familial a conduit une animation sur les stéréotypes et injonctions dans la publicité et un temps de réflexion sur les violences sexuelles.
- Participation au café info pro à la Maison des Adolescents
- Animation d'un atelier sur l'écoute lors d'une rencontre avec SOS Amitié.

PARTICIPATION AVEC D'AUTRES STRUCTURES À UNE RÉFLEXION SUIVIE OU UN TRAVAIL RÉGULIER

Commission « Egalité des genres » de la Ville de Strasbourg

Commission « Lutte contre les discriminations » de la Ville de Strasbourg

Observatoire régional de l'IVG

Comité de soutien à Pinar SELEK

La Nouvelle Lune

Caffé Italia OFF

Vidéo les Beaux Jours

Tête du réseau régional « mariages forcés »

Délégations Départementale et Régionale aux droits des femmes et à l'égalité

Codelico

Assemblées générales des associations partenaires

Diverses manifestations politiques

MÉDIAS

DNA

Ecole de journalisme

Radio Bienvenue Strasbourg

Vidéo les beaux jours Maison de l'image

France 2

France 3 Alsace

PLANNING FAMILIAL 67 ET RESEAUX SOCIAUX

Créé en 2013, le site internet local du Planning Familial 67 (<http://bas-rhin.planning-familial.org/>) offre un accès facile à de nombreux renseignements utiles pour les personnes que nous accueillons : horaires des permanences, adresses des centres de Strasbourg et de Bischheim, numéro de téléphone, etc. Il propose également des informations de fond, notamment sur les thématiques touchant à l'avortement, la contraception, les sexualités et les violences. Il permet enfin aux internautes de s'informer sur le fonctionnement et l'actualité de notre association - notamment les actions auxquelles nous participons ou que nous organisons – et aussi de nous soutenir via une adhésion.

805 personnes aiment notre page Facebook au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 21% en un an. Cette progression se poursuit au début de l'année 2018, avec plus de 850 « j'aime » à la fin du premier trimestre.

La chaîne YouTube du Planning Familial 67 a connu un succès remarquable en 2017¹ : elle a ainsi séduit plus de 9 700 abonnés supplémentaires sur l'année (à comparer aux

¹ La raison de cette hausse d'audience – concentrée essentiellement sur la fin du mois de novembre 2017 et le début du mois décembre – n'est pas connue à ce jour (pas de nouvelle vidéo mise en ligne sur la chaîne YouTube à cette période, ni de communication particulière autour de ce canal). Mais d'après les

2 000 nouveaux abonnés gagnés en 2016) et totalisé plus de 2,4 millions de vues (contre un peu moins d'un million en 2016), dont 2,1 millions pour la seule vidéo « Comment mettre un préservatif » ! À la fin du premier trimestre 2018, la chaîne compte environ 25 000 abonnés et 1,6 million de vues sur la période.

[http/67.planning-familial.org](http://67.planning-familial.org)

NUMERO VERT : IVG MON CORPS MON CHOIX MON DROIT

0 800 08 11 11

Sexualités Contraceptions IVG « Le Planning Familial et le Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes ».

Son efficacité est accrue par un grand nombre d'heures d'ouverture au public, sans interruption pendant l'été, ce qui permet aussi de répondre à des situations parfois urgentes et à des personnes localisées sur des territoires éloignés des services. Ceci participe à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé en facilitant pour tous l'accès aux droits en matière de sexualité.

Nous avons intégré le service « numéro vert national » à notre permanence téléphonique régionale.

Nous sommes en contact avec les référentes de toute la France lors de réunions de bilan animées par notre Confédération.

GROUPE COM'ACTION

Le groupe Com'Action se réunit tous les premiers lundis du mois et rassemble depuis sa création en septembre 2015 une dizaine de militant-e-s bénévoles. Menées en concertation et en collaboration avec l'équipe de l'AD, ses principales missions consistent à organiser des événements et concevoir des supports de communication en lien avec les thèmes de l'association et les initiatives féministes locales ou nationales auxquelles celle-ci participe.

rapports d'analyse de YouTube, elle serait liée aux fonctionnalités de navigation de la plate-forme elle-même, par exemple une mise en avant d'une des vidéos de notre chaîne sur la page d'accueil du site.

À l'occasion du 8 mars 2017, le groupe a ainsi réalisé un micro-trottoir vidéo à Strasbourg, sur les droits des femmes, dans la perspective des élections présidentielles (les vidéos de cette action sont disponibles sur la chaîne YouTube de l'association). Il a aussi élaboré un kit d'accueil destiné aux nouvelles/aux militant-e-s (composé, entre autres, d'un livret d'accueil, d'un glossaire, d'une fiche de suivi et d'un trombinoscope), qui s'inscrit dans la mise en place d'une procédure globale d'accompagnement des bénévoles au sein de l'AD 67 (accueil, orientation, formation, suivi, etc.).

NOS CONTACTS ET PARTENAIRES

ARS (Agence régionale de santé)

Conseil Départemental du Bas-Rhin

Conseil Régional d'Alsace

CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie)

DDCS (Direction départementale de la cohésion sociale)

Mairies de Bischheim – Hoenheim – Schiltigheim

Ville de Strasbourg

ADAPEI (Association d'aide aux personnes handicapées mentales)

AAPEI (Association de parents de personnes handicapées mentales et de leurs amis)

Amnesty International
ASTU (Actions citoyennes interculturelles)
CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active)
Centre d'Hébergement Flora Tristan
Centres d'Hébergement du Home Protestant et de Femmes de Paroles
Château d'Angleterre
CIDFF (Centre d'Information Droits des Femmes et des Familles)
Clair Foyer
Centre d'information et de dépistage des IST et du SIDA (Conseil départemental)
CIMADE
CROUS (Centre Régional des œuvres Universitaires et Scolaires)
CODELICO (Comité départemental de liaison et de coordination)
COREVIH (Coordination régionale de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine)
Collectif Féministe contre le Viol (CFCV)
Commission Egalité des genres de la Ville de Strasbourg
Ecole Nationale d'Administration
EDIAC (Educateurs/Educatrices de jeunes enfants)
EREA (Ecole régionale d'enseignement adapté)
EPIDE (Ecole de la deuxième chance)
ESPE (Ecole supérieure du professorat et de l'éducation)
ESTES (Ecole supérieure en travail éducatif et social de Strasbourg)
Faculté de pharmacie
Foyer de l'enfance
Foyer Charles Frey
Foyer Saint Joseph Adèle de Glaubitz
Foyer protestant pour enfants du Neuhof
IFCAAD (Institut de formation au travail éducatif et social)
IMP Le Roethig
Inspection Académique du Bas-Rhin
Institut de Formation en Soins Infirmiers
IREPS (Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé)
ITHAQUE (Accueil, prévention, soins toutes addictions)
JEEP (Jeunes équipes d'éducation populaire)

La Nouvelle Lune
Le GALCE (Groupe Alsacien de Lutte Contre l'Excision)
Le Refuge
Librairie « Quai des Brumes »
MDA (Maison des ados)
Médecins du Monde
Médiathèque Olympe de Gougues
Migrations Santé Alsace
Mouvement du Nid
Observatoire régional de l'IVG
ORIV (Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville)
Osez le féminisme 67
Plurielles
Point Accueil Solidarité SNCF
P.J.J.(Protection Judiciaire de la Jeunesse)
Rectorat Académie de Strasbourg
Services de gynéco obstétrique - Hôpital de Hautepierre et CMCO
Sida Info Service
SIFAS (Service d'insertion, de formation et d'apprentissage spécialisé)
S.O.S. Femmes Solidarité
S.O.S. Hépatite
S.O.S. Homophobie
La Station
THEMIS
Uni Cités
VILAJE
Tous les établissements scolaires où nous faisons des animations
Et bien sûr tous nos anciens et anciennes stagiaires et tous nos sympathisants...

Rapport Financier

Notre association (Mouvement français pour le planning familial) a géré pour l'année 2017 un budget global de 301 126,64 €, dont 267 348,00 € de subventions.

Le bilan global est bénéficiaire de 483,64 €

Le plus gros poste reste celui des charges de personnel avec 198 149,84 € de dépenses.

Viennent ensuite le loyer et charges de nos bureaux à Strasbourg pour un total de 16 988,88 €.

Ce budget est réparti sur les comptes financiers suivants :

T1 : Etablissement d'information, de consultation et de conseil familial

T2 : Centre de planification de Strasbourg et Bischheim

T3 : Consultation médicale pour adultes avec tiers payant

T5 : Temps partiel de secrétariat rattaché au centre de Bischheim, financé par les mairies de Bischheim, Hoenheim et Schiltigheim

La comptabilité est vérifiée par un Commissaire aux comptes :

Cabinet Mazars, 1 rue des Arquebusiers à Strasbourg

Titre 1 :

Cette année nous avons géré un budget total de 110 164,15 € qui s'est réparti de la façon suivante :

Subventions : 81 308,00 €

<i>DDCS</i>	26 808,00 €
<i>ARS Animations</i>	16 000,00 €
<i>ARS Permanence téléphonique</i>	21 500,00 €
<i>Mairie de Strasbourg</i>	15 000,00 €
<i>DDCS (Droits des Femmes)</i>	1 000,00 €
<i>Région Grand Est</i>	1 000,00 €

Ressources propres : 28 856,15€

<i>Formations, animations, groupes de paroles jeunes</i>	20 078,21 €
<i>Adhésions, dons, produits sur livrets</i>	8 777,94 €

Titre 2 :

Les centres de planification de Strasbourg et Bischheim sont financés par le Conseil Général du Bas Rhin .Le budget de fonctionnement a été de 179 550,00 € pour 2017.

Titre 3 :

Ce titre est financé par le fonctionnement de la permanence gynécologique pour les jeunes femmes qui ont la carte vitale Nous y pratiquons le tiers payant.

C'est dans ce poste que sont comptabilisés les tests HIV remboursés pour un total de 4 024,51 €

Titre 5 :

C'est le temps partiel de secrétariat financé par les trois municipalités de Bischheim, Hoenheim et Schiltigheim, avec en 2017 une subvention de 6 490,00 €

PLANNING FAMILIAL BILAN 2017 PRODUITS					
Produits propres		2016	2017	différence	différence en %
	Formation	10 253,90	6 318,00	-3 935,90	-38,38%
	Animation Groupe de paroles jeunes/parents/personnes en situation de handicap	5 530,20	13 760,21	8 230,01	148,81%
	Adhésions	1 986,00	1 949,50	-36,50	-1,83%
	Tiers payant	351,52	897,98	546,46	155,45%
	Dons, produits divers	3 214,75	6 208,45	2 993,70	93,12%
	Produits sur placement	792,46	619,99	-172,47	-21,76%
	<i>Foire aux questions</i>	6 600,00	0,00	-6 600,00	-100%
sous total	Sous total	28 728,83	29 754.13	1 025,30	3,57%
Subventions					
T1	DDCS	27 176,00	26 808,00	-368,00	-1,35%
	Mairie de Strasbourg	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00%
	DDCS Droits des femmes, Région	1 000,00	2 000,00	1 000,00	100%
	ARS téléphone	25 475,00	21 500,00	-3 975,00	-15,60%
	ARS animation	15 000,00	16 000,00	1 000,00	6,66%
T2	Conseil Général	179 550,00	179 550,00	0,00	0,00%
T5	Mairies Bischheim/Hoenheim/ Schiltigheim	6 360,00	6 490,00	130,00	2,04%
sous total	Sous total	269 561,00	267 348,00	-2 213,00	-0,82%

Divers					
	Reprise sur provisions	2 000,00	0,00	-2 000,00	-100%
	Remboursement test IST	2 440,41	4 024,51	1 584,10	64,91%
sous total	Sous total	4 440,41	4 024,51	-415,90	-9,36%
	Perte	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total général		302 730,24	301 126,64	-1 603,60	-0,53%

PLANNIG FAMILIAL BILAN 2017 CHARGES				
CHARGES	2016	2017	différence	différence en %
Carnets d'adhésion	1 100,00	900,00	-200,00	-18,18%
Pharmacie/Petit matériel médical	14 523,10	11 701,88	-2 821,22	-19,42%
Tests IST	4101,94	5 249,27	1 147,33	27,97%
Frais d'analyse	7 428,49	7 808,30	379,81	5,11%
Electricité/Gaz/Entretien des locaux	3 406,91	3 020,63	-386,28	-11,33%
Fournitures de bureau	2 464,73	493,35	-1 971,38	-79,98%
Bibliothèque/Documentation	1 556,83	2 084,08	527,25	45,57%
Loyer et Charges	16 353,97	16 988,88	634,91	3,88%
Location matériel/Maintenance	9 857,30	2 482,92	-7 374,38	-74,81%
Assurance	0,00	1 376,90	1 376,90	0,00%
Prestation service/Honoraires	11 030,40	10 093,12	-937,28	-8,49%
Prestation de service Permanence téléphonique Planning de Mulhouse	5 462,25	5 160,00	-302,25	-5,53%
Cotisation/Dons/Information	2 609,99	1 562,19	-1 047,80	-40,14%
Missions/Réceptions/Colloques	8 872,78	9 707,65	834,87	9,40%

Frais mission /réception projet mariages forcés	0,00	0,00	0,00	0,00%
Poste/Télécom/Internet	3 784,41	3 641,20	-143,21	-3,78%
Cotisation Confédération	9 950,18	10 570,79	620,61	6,23%
Salaires+Char/Méd W/FormPro/cadeau salarié	199 089,61	198 149,84	-939,77	0,47%
Cadeaux bénévoles	261,00	150,00	-111,00	-42,52%
Frais Bancaires	25,70	104,00	78,30	304,66%
Dotations aux amortissements	783,00	238,00	-545,00	-69,60%
Dotations provisions risques et charges	0,00	0,00	0,00	0,00%
Dotations provisions Salaires	0,00	9 160,00	9 160,00	0,00%
<i>Profit</i>	67,65	483,64	415,99	614,00%
TOTAL GENERAL	302 730,24	301 126,64	-1 603,60	-0,53%